

LIVRE BLANC

Assemblée des bénéficiaires de l'aide sociale

Avril 2006

**VOUS AVEZ RAISON
DE PRENDRE AUX PLUS DEMUNIS !**

Conseillers et députés genevois,

Vous avez décidé de rationaliser l'aide sociale aux plus démunis, et sûrement que vous avez raison de prendre des décisions tranchantes . Mais faites le par étapes et n'utilisez pas des obus de panzer contre une infanterie désarmée (les bénéf. du RMCAS).

Par ex., supprimez l'abonnement TPG d'abord

- 1) Aux gens qui ne font aucune contre-prestation où
- 2) aux gens qui font leur c.-prest. à moins de 4 arrêts tpg de leur domicile.

et si vous maintenez malgré tout de cette décision ayez la pudeur de ne pas supprimer l'indemnité d'habillement sauf si l'hiver prochain, d'octobre à mai, vous nous payez voyage et hébergement au sud de l'Inde ou Indochine.

Messieurs et Mesdames, élus par nous ne l'oubliez pas, si vous êtes prêt à dialoguer, nous le serons aussi, de même que nous sommes prêts à supprimer certaines revendications excessives et irresponsables comme par ex.: rmcas versé à n'importe quelle personne n'ayant pas vécu ou travaillé au minimum 10 ans à Genève.;

Vous voyez nous ne sommes pas tous des attentistes videurs de caisses publiques.



Genève, le 2/3/2006

INSUPPORTABLE :
POUSSER LES PLUS FAIBLES AU
SUICIDE !

Elisabeth

LIVRE BLANC CONCERNANT
LA DIMINUTION DE L'AIDE SOCIALE

Je suis Suissesse, j'ai 50 ans et suis en attente d'une réponse AI depuis juillet 2003. C'est le premier problème, c'est trop long pour quelqu'un de très atteint dans sa santé physique et psychique. J'ai travaillé pendant 29 ans sans interruption et j'ai un goût très amer en voyant la façon dont on est traité quand la vie vous fait tout perdre.

Deuxième problème: j'habite un 3 pièces HLM avec obligation de louer une place de parking à Fr. 145.00 par mois qui n'est pas pris en charge par l'aide sociale. Impossible de sous-louer cette place. Donc, je dois payer ce loyer avec l'argent prévu pour vivre.

La diminution de 130 francs par mois est extrêmement dure à supporter. J'ai d'ailleurs été hospitalisé début janvier parce que je voulais me suicider. Cette spirale infernale qui n'arrête pas de descendre encore et encore.

Pour économiser j'ai pris les décisions suivantes:

- je ne prends plus de petit déjeuner (économie d'environ 30 – 45 francs par mois)
- je ne lave les draps et linges de bain plus que une fois par mois (économie environ 10 francs)
- je ne change mes habits plus que une fois par semaine (économie environ 20 francs par mois)
- j'ai interrompu momentanément mon traitement médical au CTB parce que 6 – 12 francs de bus chaque semaine c'est trop cher (économie entre 24 à 48 francs par mois)

Il va sans dire que ceci s'ajoute à la suppression d'inviter des amis pour manger, de sortir avec eux, d'aller au cinéma, à la piscine, etc. Il ne reste plus rien comme vie sociale, ni comme hobby. D'ailleurs, je suis en bonne voie de clochardisation, plus de coiffeur, pas moyen de changer des habits usés. Je suis enfermée seule chez moi 22 heures sur 24.

La vie est belle merci Mesdames et Messieurs de renflouer vos caisses vides sur le dos des êtres humains les plus éprouvés de cette société.

**LE VIDE.
LES FRUSTRATIONS SUCCESSIVES
PESENT LOURD
PARTICULIEREMENT
SUR LA SANTE !**

**ET LA SANTE COÛTE TRES CHER
A L'ETAT.**

Difficile d'écrire ce que l'on vit,
après 5 années de chômage, les multiples
réponses négatives aux recherches de travail,
la durée des non-réponses qui en sont
malgré tout et la lente mais réelle
perte des repères - J'ai reçu le travail
comme une valeur sûre, un point d'appui,
un sens à la vie : le travail bien fait -
il n'y a plus de travail ! Ça c'est pour
le moral.

L'argent ? L'argent n'est pas une valeur
primordiale, ni un but ^{pour moi} - Mais c'est terrible
quand il manque : je ne pense plus
qu'à l'argent ! Une dizaine de jours
sans argent : à chaque idée, chaque
projet, je me heurte au manque d'argent

Avec 130.- de moins ^{par mois} les priorités se déplacent,
bien sûr je continue de manger chaque
jour, mais le bouquet de fleurs pour une
amie à qui je rend visite, cela devient
problématique - Je suis forte de corpo-
lence, les chaussures s'usent, les remplacer
devient un vrai problème - Je mets
des huiles dans un petit pot : en cas
de crep dur, de dépense imprévisible,
le pot reste maintenant longtemps vide -
Les loisirs, surtout en hiver, sont prati-
quement inexistantes - La ville offre quel-
que chose mais il faut une mise de
fond de 60.- - C'est énorme cette

somme sur un petit budget -

Les frustrations successives, petites, moyennes ou plus importantes finissent par peser lourd sur le moral et même sur la santé

Et puis surtout Mesdames et Messieurs qui décidez :

- que ce soit le dépassement budgétaire de l'Hospice général, l'endettement de l'A.1., dernière, au delà de ces réalités, des chiffres que vous brossez il y a
DES PERSONNES

des êtres humains qui ont droit à leur dignité, à une vie décente, malgré leurs conditions de vie actuelles. Ces personnes n'ont pas choisi de se retrouver dans une situation de dépendance

Je reviens

**PLUS RIEN.
POURQUOI FAIRE DES EFFORTS?**

ACTION AIDE SOCIALE

1) Organisation Budget

Une fois le loyer payé les frais de téléphone télévision-radio(billag) que reste t'il pour notre nourriture avec les prestations aussi basse on vous donne de l'argent en contreprestation pour le redonner aux contributions ?

2) Je dois supprimer

Au chômage + RMCAS depuis 1997 plus aucune vacances supprimer le sport, les sorties, le cinéma, les produits cher en nourriture les achats de vêtements ?

3) J'ai une famille

J'ai une femme avec une très grande charge familiale une belle mère très malade et mon épouse à 4 enfants à charges ?

4) Recherche de travail

Chercher les formulaires au chômage + un envoi au RMCAS + au chômage avec mes recherches d'emploi, les frais des photocopies le papier les enveloppes, les timbres et les téléphones ?

5) La santé

La dépression le stresse envie de fuir la société, les gens plus rien me fait plaisir plus de motivation seulement écouter le (bla bla bla) des conseillers du chômage et du RMCAS toujours le même refrain ?

6) La vie avec les amis

La vie avec les amis diminue par rapport à leurs budget plus élevé que le budget du RMCAS ?

7) La contreprestation

Je fais de la contreprestation depuis 3 ans nous sommes les moins que rien encore moins qu'un chômeur en plus une prestation de misère et IMPOSABLE merci ?

8) Le salaire insuffisant

Je travail en contreprestation mon salaire est insuffisant il faut supprimer l'imposition ?

9) Je cherche du travail

Je cherche du travail depuis 1997 j'ai 56 ans, j'ai fais des recherches d'emploi par centaine et plus j'ai envie de dire qu'à notre âge nous sommes plus bon à rien en emploi même pour balayer la voie public que fait le conseil d'état des économies sur les plus pauvres nous sommes toujours les victimes ?

Un grand merci le CONSEIL D'ETAT

GENEVE, le 9 mars 2006/ T.G

EN COLERE

INJUSTICES

Je trouve vraiment que c'est une injustice
Pour nous qui sommes Suisse
D'être traité
Comme des pestiférés

Nous n'avons pas choisis
Que de vivre ainsi
Et devoir être assistés financièrement
Pour donner à manger à nos enfants

On nous donne déjà trois fois rien
Et voilà que maintenant on nous en reprend encore des mains
Depuis le début de l'année
Nous sommes obligés d'aller toujours à pieds

Puisque l'abonnement des TPG n'est plus pour nous
Tout comme la petite somme qu'on nous octroyais pour les vêtements
Il faudra surtout pas s'étonner si nous devenons tous fous
Et que nous nous promènerons tous tout nus maintenant

En plus maintenant que je sais
Qu'à partir de juillet
Nous n'aurons plus droit à la petite aide pour pouvoir téléphoner
Je vais commencer ma réserve de stylos et blocs de papier pour pouvoir continuer de
communiquer

Je suis vraiment en colère
Et n'ai plus envie de me taire
Nous devons vraiment tous être solidaires
Devenons tous des contestataires

Si par habitude
Nous continuons de vivre dans la solitude
Nous perdrons toutes nos chances
De briser le silence

Marchons tous sur le même chemin
En nous donnant la main
Ainsi nous serons plus forts
Pour crier tout ce que l'on a sur le cœur et ceci bien haut et fort

Il faut que le monde entier
Apprenne la vérité
Ce ne sont pas nos députés
Qui vont aller dire partout que chez nous il y a plein de pauvreté

Nous réclamons le droit de vivre décemment
Qu'on cesse aussi de nous raconter des boniments
Ce n'est pas une vie de devoir se priver de tout
Simplement parce que nous n'avons pas de sous

Nous vivons dans un pays rempli de banques
Mais pour bien des gens l'argent manque
Cessez une fois pour toute de dire qu'en Suisse
Nous sommes tous riches

L'image de la propreté
Qu'on veut donner aux étrangers
Ne doit plus exister
On doit leur faire comprendre aussi que chez nous il y a aussi la pauvreté

Nous voulons que l'on cesse de nous mentir
Ainsi que de nous appauvrir
En arrachant de nos mains
L'argent qui nous revient.

Jocelyne (9 mars 2006)

**QUE ME RESTE-T-IL ?
LA VIE « NORMALE » EST
IMPOSSIBLE.**

Irem

LETTRE

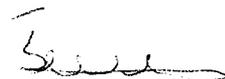
Je reçois une aide de l'HOSPICE GENERAL en attendant l'assurance invalidité.

Avec cette aide financière, je dois payer encore 260.- par mois car mon logement dépasse la limite de frs. 1'100.—

De plus, les TPG de frs. 70.-- ont été supprimés et les frais de vêtements de frs. 60.—aussi. Les factures d'électricité, de téléphone et de radio/Tv sont aussi payées avec l'aide de frs. 900.—que je reçois.

Il ne me reste que très peu d'argent pour manger et pour m'acheter les produits d'hygiène. Vivre dans ces conditions est insupportable et assumer la vie courante est impossible.

27 02/06



**ON NOUS A PRIS LES ALLOCATIONS
FAMILIALES !**

Monsieur François Longchamp
Conseiller d'Etat

Genève, le 9 mars 2006

Monsieur le Conseiller d'Etat,

On pourrait s'étonner que des hommes d'Etat aient pu considérer que la solution au déficit des finances du Canton soit la suppression d'aides consenties aux plus pauvres de notre société, alors qu'on continue à tous les niveaux à planifier et à maintenir la réduction des impôts des catégories les plus favorisées.

Je me suis décidé à vous écrire, suite à la mobilisation d'un certain nombre de bénéficiaires de ces mêmes aides (soutenus par des responsables syndicaux et sociaux du Canton), parce que je crois que vous devez ignorer les conséquences réelles de ces décisions et que la connaissance de leurs effets concrets vous conduira à changer une option lamentable, dont ni le Conseil d'Etat dans sa majorité actuelle, ni vous-même, n'êtes les responsables.

Nous avons dû, ma famille et moi, nous rapatrier du Nicaragua en 2002. Depuis lors, je n'ai pu trouver aucun emploi, malgré un CV et des expériences assez riches. A l'évidence, mon âge, proche de la retraite, a dissuadé tout employeur, dont l'Etat de Genève, et paradoxalement l'Office cantonal de l'Emploi qui a, en de nombreuses occasions offert des places dans lesquelles j'aurais pu apporter mes compétences, mais qui a choisi de me cantonner dans une «pré-retraite chômeuse».

Nous avons donc bénéficié, avec ma femme et mes 3 enfants (âgés de 10 à 16 ans) de l'aide de l'Hospice général pour compléter le chômage et nous sommes reconnaissants et fiers de vivre dans un pays où les gens en difficulté ne sont pas abandonnés à leur sort. Cependant les choses, insidieusement, paraissent vouloir changer. La suppression des subventions de transport et de vêtements (qui peut paraître anodine exprimée en ces termes) signifie en réalité la suppression de 600 francs par mois pour notre famille, soit autant que les allocations familiales. Evidemment aucun homme politique avisé n'aurait prôné (à Genève) de supprimer les allocations familiales. Mais pour nous, la décision du Conseil d'Etat antérieur revient au même!

600 francs représentent environ ¼ de l'aide que nous accordait l'Hospice général, et bien plus de 10% d'un budget mensuel global. Quand on vit avec le minimum, la perte d'un tel pourcentage, fait non seulement que les fins de mois, plus que difficiles, elle rend simplement la vie angoissante.

(évidemment)

En fin de compte, vous demanderiez aux plus pauvres du Canton de payer le déficit de l'Etat. C'est non seulement un acte immoral, mais aussi une erreur de calcul, car ces «économies» - qui coûtent si cher~~s~~ aux victimes de la décision - n'apporteront qu'une goutte d'eau dans la mare du déficit. Je veux donc croire qu'au moment d'adopter le budget, vous reconsidèrerez la décision de supprimer ces aides sociales aux plus démunis.

Dans cette attente, je vous prie de recevoir, Monsieur le Conseiller d'Etat, l'expression de mes sentiments distingués.

Sylvain

DISCRIMINATION SOCIALE !
LES MEMES DROITS POUR TOUS :
OU SONT ILS ?
LE DROIT AU LOGEMENT
EXISTE-T-IL AUSSI POUR NOUS ?

A l'attention de M. François Longchamp, Conseiller d'Etat

Tout d'abord : nous on a pas de lobby

Un grand merci alors aux syndicats qui ont décidé spontanément de nous soutenir et de s'occuper de nous, les sans-valeurs !!!!

Puis un grand merci aux journalistes du courrier, pour les multiples articles au sujet des question sociales, dans tous ses formes. J'apprécie énormément !

Coupes dans les prestations sociales 2005

Discrimination générale et sociale

Je suis en attente d'une décision AI, je dirai c'est pas un choix libre, avec une incapacité de travailler de 100%.

Alors que les nouvelles directives prévoient des primes récompensent les efforts particuliers d'insertion jusqu'à 800.-, qu'est-ce que font les personnes qui sont incapable de travailler?

Ils sont punis, une fois de plus, pour être incapable!

C'est une injustice insupportable !!!

Deja j'appartenais en même temps à plusieurs groupes les plus exposés à la pauvreté : foyer monoparentaux, incapacité de travailler, la santé qui se dégrade, famille avec 3 enfants ou plus,.... – heureusement il m'en restent que deux mineurs

La suppression des allocations des vêtements et des abonnements TPG, me pose déjà des soucis. Ce sont 360.- de moins chaque mois à partir du 1er janvier 2006 pour mes 2 enfants et moi. Comment je vais faire, moi? Demander les enfants de ne plus grandir et surtout de plus déchirer ou perdre des vêtements, de plus vouloir des vêtements corrects pour pas se payer la honte à l'école?

L'assistante sociale de l'Hospice général n'a pas d'solution à proposer. La lettre réponse du directeur adjoint du service social précise qu'elle n'a aucun droit d'intervenir financièrement en cas de difficulté.

Seule possibilité : envoyer des demandes aux œuvres de l'aide sociale privé ou les demandes auprès des fondations. Et encore une fois on a beaucoup de travail, beaucoup des frais et le résultat n'est pas assurée.

Maintenant on se dirige vers les coupures des prestations de juin 2006, pour faire des économies de 8 (huit) millions de francs sur six mois.

Alors qu'on est plein dans les coupures budgétaires, on passe de la précarité à l'indigence!

Logements

A Genève impossible d'obtenir un bail de logement si on dispose pas d'un salaire d'au moins Fr. 8 000.- par mois.

Impossible de décrocher un logement

- parceque on est famille monoparentale
- parcequ'on est dépendant de l'aide sociale

Pourquoi la discrimination sociale est-elle toléré à Genève (capitale des sièges des organisations humanitaires) ???

Des logements subventionnés HLM, c'est pour les revenus entre 80'000.- et 140'000.- !!!????

Pourquoi de dieu faut il des subvention pour les riches ???

Nous : les deux ados – une fille et un garçon – se partagent une chambre miniscule, moi, j'ai pas d chambre, je dors au salon depuis quatre ans, j'ai pas de coin où me retirer. Pour les enfants pas question de ramener des copains et copines.

Les bénéficiaires de l'HG ont auqu'une possibilité de décrocher un bail de logement ni HLM ni loyer libre, parce-que le revenu est trop bas !!!????!! J'en ai marre des réponses négatives. À chaque fois, refaire tous les copies des documents nécessaires avec les frais d'envoi (env. 3.- par dossier), l'énergie pour les démarches et tous les trois mois une nouvelle attestation de l' office des poursuites à 18.- !

On nous claques les portes au nez !

Département des affaires culturelles: DAC Patrice Mugny

Chéquier culture : ni étudiant, ni chômage, ni AI

Au fond, une bonne idée, devrait être mis en place depuis longtemps.

Mais après les coupures des aides sociales (1 janvier et 1 juillet 2006) de plusieurs centaines de francs dans certains cas (comme le mien), les six cheques à 10.- c'est malheureusement plus que ridicule.

« 15 000 personnes concernées, la ville estime que 3000 personnes utiliseront les cheques » : ils comptent que 12 000 personnes ont trop de honte – tant mieux pour le budget de la ville !!!!!

Alors on doit s'afficher comme indigne même au guichet cinéma et théâtre. Les regards c'est insupportable - comme au guichet de la banque cantonale les fins du mois, la queue et tout le monde nous observait, cheque à la main. Nous les profiteurs, nous les sans-valeur.

« Patrice Mugny indique qu'une lettre informative a déjà été envoyée aux 15 000 personnes concernées. » et une fois de plus je semble tomber à travers les filets, entre 26 et 64, ni chômage, ni étudiante, ni AI (pas encore), semble que je suis pas digne de les recevoir...

Impact sur la santé

L'ensemble de ces précarités plonge les personnes concernées de plus en plus dans des maladies – psychiques comme physiques.

La situation est en train de s'aggraver depuis des années. Pourquoi les politiciens s'étonnent des demandes AI en constante augmentation et de tous ces personnes « au bout du rouleau » qui deviennent des assistés?

Eh ben c'est vous, les politiciens, qui nous poussent dans cette détresse !

Je ne vois pas, comment je peux continuer à survivre.

Pourquoi on s'en prend à nouveau aux plus pauvres des pauvres?

Les enfants que j'éleve, ne sont-ils pas les contribuables de demain ????

Ils vont être dégoûtés par ce système qui ne leur permettait pas de grandir en dignité.

Cette ignorance de la société, cette indifférence envers les familles monoparentales et cette précarité qui vivent beaucoup d'enfants, vont marquer encore une fois toute une génération de jeunes.

Une régression sans précédent, on est frustré, humilié...

Solitude, racisme, violence, sexisme, chômage, manque d'amour, sans-abri et sans-papiers.

La pauvreté est souffrance, honte et culpabilité chez ceux qui en sont frappés. Autour d'eux, les doigts ne manquent pas qui les désignent comme suspects, voire profiteurs. On ne s'inscrit pas à l'aide sociale comme on achète un abonnement à l'opéra ou au cinéma.

Les politiques ciblées sur les pauvres sont des pauvres politiques.

L'exclu cesse d'exister à un certain moment de la vie pour son entourage.

Reconnaitre la dignité d'une personne et ne pas supporter ou tolérer l'injustice sont deux attitudes à adopter.

Mgr Jacques Gaillet, Conférence sur l'exclusion

Nous, la Suisse, République bananière, pots de vin, esclavage moderne

Concerne les questions sociales, politique familiale, logements, travailleurs, salaire minimal, contrats précaires.

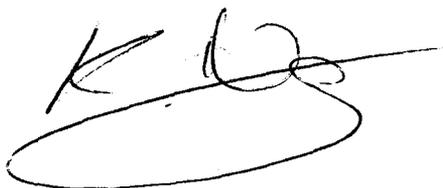
Pourquoi on a pas de permanence juridique pour les assistés ?

Merci, les politiciens! Heureusement vous étiez jamais concernés pas la précarité et l'indigence!

La suisse figure parmi les pays les plus riches du monde ! (on dirait pas...)

Tout qu'on peut souhaiter, c'est que vous repreniez votre carnet de devoirs et commencez à réfléchir !

Bonne chance

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'K' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

COMME LE DISAIT MALTHUS :

**« L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETE
PASSE PAR
L'ÉLIMINATION DES PAUVRES »**

NOUS LES INSOLVABLES !

En tenant compte du fait que les personnes qui bènèficient de l'aide de l'Hospice Général, sont pour la majorite des citoyens: des parasites à l'intelligence limiteé, je vous pose des questions pour lasquelles j'attend une response claire.

1er modification: **Transport.**

"Au 1° Janvier 2006 l'allocation de transports est supprimée".

Reponse: qu'est-ce que devons nous faire:

- 1.- Utiliser la limousine avec chauffeur que nous avons à la porte de notre demeure?
- 2.- Utiliser le voiture de notre propiete?
- 3.- Utiliser l'argent de notre salarie?
- 4.- Rester cloitrer dans notre appartement?
- 5.- Marcher?
- 6.- Courir ?
- 7.- Prend le velo ou la trotinette?
- 8.- Utiliser les TPG clandestinement avec les risques que vous connaissez?
- 9.- Utiliser l'auto stop ?
- 10.- Mendier?
- 11.- Devenir un pickpocket pour compléter sa budget familial ?
- 12.- Devenir un requerent d'asile ailleurs à l'etranger?
- 13.- Utiliser l'argent pour la nourriture?

REPONSES

- ➔ Si vous aviez choisi les réponses **1 et 2: Fausses**, la plupart de nous, n'avons pas de voiture, encore moins de limousine, cause: les personnes aidées pour l'Hospice sont par définition INSOLVABLES.
- ➔ Si vous aviez choisi la réponse **3: Faux**, Si nous avons besoin de votre aide, c'est à cause de le taux eleve de chomage qu'il-y-a actuellemente à Genève.
- ➔ Si vous aviez choisi la réponse **4: Faux**. Chercher du travail, se faire soigner sans pouvoir se déplacer. Est-ce que vous etes consciente de que l'être humaine a besoin de sortir de son endroit et de s'integrer a la societe, et la manquance de cette liberte de circulation plonge a l'homme en une profonde depression. Saviez-vous l'eleve coût medical pour soigner cette maladie?
- ➔ Si vous aviez choisi las responses **5, 6, 7: Fausses**. Pensez vous que tout le monde a la capacite physique de marcher, courir, faire de velo ou la trottinette. Avez vous pensé au deplacement des enfants à l'ecole, les votres se déplaceront-ils à pied en solidarite, avec eux? Le ferez vous même?
- ➔ Si vous aviez choisi las réponses **8, 9, 10, 11: Fausses**. Il ne vous aura pas echappé que de telles solutions nous poussent dans la ilegalite: l'amende pour voyager sans un titre de transport valide: Fr 80, jusque à 31 Decembre 2005. Est-ce que vous connetre les tarifs de Unireso. (pour vous. Ci-joint feuille en original de las mêmes). Aussi je me permettre de vous informer que la mendicite, le vole et l'autostop sont ils interdits en Genève.
- ➔ Si vous aviez choisi la response **12: Faux**. Ou devons nous aller? Et pourquoi devons nous quitter notre pays?
Une activité sociale ne puisse prétendre à aucune reconnaissance, parce- qu'elle n'a pas à distribuer des faveurs, mais à rétablir des droits.
- ➔ Si vous aviez choisi la response **13: Vrai. "Bravo"**. A mon avis c'est la seule solution pour compenser le deficit du budget, pourtant et comme je ne voudrais pas tomber dans l'illegalite, j'utilizarai l'argent destiné à la nourriture pour paier mon abonmment mensuel TPG et pour acheter mes vêtements.
Pour finir, votre politique sociale ne se resume t'elle pas à celle de Thomas Malthus, dont les theories (Un essai sur le principe de la Population 1798) se résumant par le Malthusianisme et que precise:
" Dans le domnie de la politique sociale. elle correspond à des attitudes qui vont de l'inquiétude face à l'accroissement de la population à une volonté de réduire les prestations sociales. **"Le faim finira avec les affamées"**. En autres notes: " L'élimination de la pauvrete par l'élimination des pauvres"

Dans l'attente de votre réponse, et avec mes remerciements anticipés, je vous prie d'agrér, Monsieur, la expression de mes sentiments distingués.

CARMEN

DESESPAIR !

N. Loupchamp
Conseiller d'Etat

Genève, le 9.03.2006

Monsieur,

Je reçois depuis 7 ans moins de 2000.f.
pour vivre, avec un loyer de 701.f. par
mois pour un minuscule studio, sans
confort, ni place.

A la suite d'une opération chirurgicale, j'ai
dû m'inscrire au chômage à l'âge de
38 ans, j'ai été placée dans des occupations
temporaires, notamment à l'Etat.

J'ai continué une formation, notamment de
secrétaire à l'Ifoje, j'ai d'ailleurs exercé
mes connaissances régies lors de mes
cours, lors de mes contre-prestations
dans une ONB et à la Croix-Rouge
Genevoise.

En 2005, j'ai perdu de nombreuses
personnes de mon entourage suite à
des maladies, ce qui m'a affecté
dans ma santé.

J'ai cependant suivi un cours à "Introduction pour Tous" de la logistique, suivi par de nombreuses séances avec une psychologue, quand à ma situation financière, privée, psychologique et au travail (notamment pendant un stage que j'ai effectué brillamment en tant que téléphone - réceptionniste chez (Action Light).

Malgré tous ces atouts et toutes mes recherches, j'ai accusé plusieurs déceptions dans mes recherches infructueuses pour un travail à demi-journée.

J'ai même fait du bénévolat au Village Suisse (ONG, laïc, CSP).

Cela ne m'a pas aidé à être engagé.

Il y a toujours une question soit d'âge, d'expérience en informatique qui me manque malgré tous mes diplômes obtenus en anglais % linguistique (suivant 10 mois).

/.

Cela affecte ma vie privée qui est devenue précaire depuis un an, ainsi que ma santé (nerveuse, prise de poids, néralgie dentaire, maux de tête intolérables) ce qui occasionne de nombreux frais médicaux, qui ne sont pas toujours pris en charge par mon assurance maladie de base.

En ce moment je touche f. 1811.- par mois du RTIAS, je n'ai plus à payer mes impôts qui s'élevaient soudain à f. 2300.- en 2004, autrefois avec presque le même salaire 1'600.- fr. taxé par année.

J'ai du retard dans mes autres paiements.

Je ne peux ni partir en vacances au bord de la mer, ni en week-end, ni même sortir de chez moi, car je n'ai pas l'argent pour m'offrir un café pour parler avec des gens de ma situation.

Sans compter, bien sûr, les frais qui résultent de mes recherches de travail (téléphone, timbres, photocopies, lettres, enveloppes, etc...).

J'aimerais avoir les 130.- fr. par mois et bien sûr les 7.- fr. que vous comptez ?

vous déduire pour les communications téléphoniques en juillet, pour ne pas avoir de retard dans mes paiements (surtout, médicaments, pas remboursés en tant qu'impôt) (trop élevés par rapport à mon salaire).

Je fais partie d'une défense de citoyens, je lis les journaux, me renseigne partout pour un travail, que je pourrais faire, même autre que celui que j'ai pratiqué jusqu'à présent.

On m'a même dit que vu que j'étais à 50% depuis un certain temps, je devais demander l'AI à 50%, ce qui me diminue.

Quand je dis que je vais faire une demande d'AI, je suis encore moins bien considérée par mes patrons, même pour le bénévolat (CSP).

Je trouve moi-même en fait que j'aurais mieux à bénéficier, grâce à d'excellents diplômes et certificats de travail, on ne me donne aucune chance de me réinsérer, ne serait-ce que quelques heures par semaine dans une activité, qui me

permettrait de ne pas avoir de retard
dans mes paiements, ni de ne pouvoir
me soigner correctement.

Je n'estime pas avoir profité de l'Etat ni
d'avoir manqué de respect au personnel,
tel qu'assistantes sociales, psychologues ou
patrons, pour que mon dossier soit
rejeté ainsi au fond de tiroirs et
même jeté à la poubelle, des éventuels
employeurs.

Je n'ai pas de malformation génétique ni
de tares spéciales, ni un caractère qui
ne serait pas avenant, pour que l'on
m'interdise tout travail.

J'aime être utile et même bénévole, mais
personne ne m'aide à me réaliser
dans ce pays, pourtant si riche.

Je lutte contre des lois incompréhensibles,
je pense ne plus avoir de courage
de lutter dans une société si
froide et sans aucun cœur pour
donner une chance à une personne
telle que moi, qui a essayé d'être
à l'écoute et à l'aide de mon
prochain, tant dans ma vie professionnelle,
que sociale.

Je sais que les temps changent, mais
moi, aucune expérience de téléphoniste,
employé de bureau trilingue n'a plus
aucun rapport dans une société
telle que la vôtre, où le mariage et
l'enfant passe, cassé toutes relations normales
avec nos supérieurs et collègues.

Merci de m'avoir lue et
j'espère que vous comprendrez
ce que j'ai vécu et que
bientôt, il y aura une petite
place de travail pour moi,
si ce n'est qu'à 50%, car
ma santé ne me permet pas
de travailler plus et que vous
ne nous déduirez pas nos
salaires comme prévu. ✕

Anonymous Pas de Publié. MERCI ENCORE

**CE QUI COMPTE, C'EST L'ARGENT,
PLUS QUE LES GENS !**

9 mars 2005

Je suis secrétaire qualifiée, fr/auge/pall, au bénéfice de CFC, mais j'ai 57 ans et la route est longue jusqu'à la retraite. Je ne reçois que des réponses négatives à mes offres d'emploi. Après un parcours au chômage difficile, mesures écartonnées, surtout les O.T., n'ont servi qu'à prolonger le chômage, parce que inadéquates sans concevoir un mobbing en O.T., et on a refusé d'entrer en matière. Je croyais que le mobbing était interdit à l'Etat. J'ai un "Etat de faits" très explicite à ce propos, et je pourrais saisir les tribunaux. Et je ne suis pas la seule à avoir subi cela. C'est ainsi que je me suis retrouvée avec AMCAS depuis septembre 2005, avec une contre-prestation, à titre de bénévole, toujours sans rapport avec mes qualifications. Si on y ajoute l'augmentation des frais de mois en plus de mon avenir, et les coupes sociales intertemporaires, je ne crois pas que ce soit un bon moyen pour dynamiser une personne de ma condition. Ci-joint copie d'une demande du STG à l'Aspic Général, du 30 novembre 2005, annexe 1.

Pour ce qui me concerne, vu mon âge, et je ne suis pas la seule, ce serait préférable de prévoir une retraite, plutôt que de forcer des obligations, voire des sanctions qui ne font que prolonger une situation sans issue.

Je n'ai par ailleurs pas le profil d'une personne qui pourrait se mettre à son compte, en tout

qu'indépendante, même avec l'aide de l'Etat.

La solution alternative serait de demander à l'Office cantonal de l'emploi d'offrir en temps que placeur, en prenant contact avec les entreprises, même pour les personnes au RNC, comme j'ai vu dans les médias.

Le sujet brûlant, les nouvelles normes qui vont remplacer celles du RNC, au niveau des prestations sociales, et je vous donne ici mes commentaires et critiques:

- Pour obtenir les montants d'"intégration", je dis que ce mot est inadéquat, on croirait que l'on parle à des immigrés, quel tact! Je sais y a beaucoup de Suisses au RNC, comme vous le savez. J'ai pu constater que les assistants sociaux sont déjà débordés, alors il faut leur donner les moyens, le temps et l'argent.
- Pour ce qui concerne les "avantages" de prestation pour les vêtements, TPG et téléphone, dont le tout va être supprimé au 01.07.2006, c'est une "pédagogie" négative. On s'adresse à des Suisses ou à des étrangers (quoique certains assistés n'obtiennent pas de l'aide sociale (93%)) ce sont 3 éléments indispensables à des personnes qui continuent, malgré tout, à chercher un emploi dans une situation économique défavorable, de moins pour la trop jeune ou la moins jeunes, quel courage il faut avoir pour les supporter!
- Pratiquement, des personnes ayant un loger sept-riener à CHF 1'100.-, paient la différence avec la base d'entretien, + les 3 éléments indispensables. On se retrouve parfois avec CHF 300.-, juste pour survivre, en fin, noirrir le corps, ce qui est insuffisant.

- Les vrais avantages , ce sont des suppléments en plus de nécessaire, comme les vacances, ou un montant de CHF 5'000.-, pour donner à des oeuvres de bienfaisance, histoire de se donner bonne conscience. Je parle ici de nos élites à Genève + des conseils fédéraux.
- Le changement de mentalité dont parle N. Fr. Rougechamp signifie en réalité qu'il est normal d'agrandir le fossé entre riches et pauvres et de penser que ce qui compte, c'est l'argent, plus que les gens. Il parle de "solidarité", mais en réalité, il pense économie et exclusion. C'est très dynamisant, vraiment! :-)
- Le qui coûte à Genève c'est plus le gaspillage de impôts de citoyens que de laissez-pour-compte. Genève reste une ville chère, et appliquer les nouvelles normes au niveau fédéral est une absurdité . IL FAUT TENIR COMPTE DES PRIVILEGES DES LOYERS AUSSI. A ce propos, il faut aussi payer plus d'impôts, si le loyer est plus cher. Pourquoi on n'exempte pas les bénéficiaires des RNCAS de impôts? Pour rester digne, il faut aussi que les gens puissent le rester en cherchant un emploi, leur donner le moyens ce qui n'est pas fait. Les nouvelles normes ne sont pas équitables. Avant de construire l'Europe, *coût exorbitant, il faudrait repenser l'économie suisse, et je ne parle pas de Swissair, Swissmetal... (* au détriment de l'AOS et l'AI...)
- Le mythe de la Suisse riche est en train de s'écrouler la mentalité , et même l'Europe. Ce n'est donc pas étonnant que même un pauvre rêve de gagner à Euro-millions. L'espoir fait vivre à défaut d'un job.

• Bientôt toute la Suisse payera pour les excès d'une politique anti-sociale. Que N. P. Conterpière soit rassuré, l'espérance de vie va chuter, au même temps que l'espoir d'un job pour la jeunesse, ce la va s'équilibrer, forcément. Et que dire d'encourager la médecine traditionnelle. Je suis effarée de voir que l'on soigne trop avec des médicaments, au détriment des remèdes, les précédents coûtant cher au social.

• Les bénéficiaires du RNCAS, qui ont des enfants, doivent parfois se priver pour leurs enfants, en nourriture. C'est grave. Et on ose dire avec Suisse de faire des enfants? Alors que il manque à la fois une bonne politique de création d'emploi à la base? De qui se moque-t-on?

• Une pensée pour les NEMS. Désormais, ils n'auront plus que CHF 240.- par mois. La porte ouverte aux cambriolages et agressions de toute sorte.

• L'OR de la BNS, les profits indus de sociétés, qui s'enrichissent au détriment de gens et donc de la paix sociale, cela est très dangereux pour la collectivité.

La balle est dans le camp de politiques, il s'il y a encore des personnes responsables, ce serait bien qu'elle se manifestent. Et de parler vraiment, de responsabiliser les gens, la politique de la carotte et du bâton" reste inefficace! L St

1) Réponse : NON



République et Canton de Genève
Département de l'instruction publique

SERVICE DU TUTEUR GENERAL

DIRECTION

Correspondance :
Case postale 5011
1211 Genève 11

N/réf : EMR/Dir/abs

La contre-prestation est une
mesure d'intégration, mais
le travail ne correspond
jamais à une réinsertion
L. St *

Monsieur FAVRE-CIGARINI
Hospice général
Action sociale, RMCAS
Rue Ami-Lullin 3
1207 Genève

Genève, le 30 novembre 2005

Concerne : modification des directives cantonales en matière de prestations financières

Cher Monsieur,

Comme vous le savez, notre Service bénéficie de la collaboration de ^{*}12 personnes, selon liste en annexe, qui effectuent une contre prestation dans l'Unité Mobile de Soutien (UMS) pour le secteur des adultes.

J'ai appris par ces personnes que dès 2006 leur allocation de transport, équivalente au prix d'un abonnement TPG, sera supprimée.

Je tiens à vous confirmer que j'ai déjà eu l'occasion d'exprimer ma stupéfaction face à une telle mesure.

En effet, nos collaborateurs sont appelés à se rendre dans tout le canton (voir planning ci-joint) pour effectuer leurs missions, soit environ 80 par semaines : certains pupilles étant incapables de se déplacer ou d'accomplir eux-mêmes des actes indispensables à leurs besoins vitaux bénéficient des prestations de l'UMS, ce qui contribue ainsi à leur assurer des conditions de vie décente (apport d'argent à domicile, aide pour des achats divers, etc...).

Je vous saurais donc gré d'intercéder auprès de votre direction, afin que ces personnes qui doivent prendre les transports publics pour effectuer leurs déplacements puissent continuer à bénéficier de cette allocation de transport.

Au nom de la direction du STG et en mon nom personnel, je vous prie d'agréer, cher Monsieur, mes salutations distinguées.

Eliane MUSTER
Adjointe de direction

Responsable des ressources humaines

Annexes : ment.

Copies : Monsieur G. GROSSARD
Madame C. MARCUARD

**L'ASSISTENCE EST AUSSI VITALE
QUE L'EAU POTABLE !**

Geneve 1 Mars

Madame, Monsieur
concerne bénéficiaire de l'aide
sociale. Je décide de réagir
et pas simplement de regarder
de pouvoir vous apporter de
grands succès lors de cette
manifestation, le jeudi 9 Mars
et faut que notre témoignage
apporte de grands bénéfices et
aussi des augmentations pour avoir
l'abonnement TPA et le forfait
vêtements. Donc, je me trouve dans
une situation embarrassante
depuis le mois de janvier.
on comprend bien que ce la
Genevoises, sur l'assistance publique
mes chères collaborateurs, collaboratrices
Je dine avec une boîte de
thon et une salade verte

De ma part j'ai besoin de
l'assistance comme de boire
un verre d'eau, En Terme
personnel je pense que chaque
année devraient augmenter ces
actions pour pouvoir vivre
dignement et en sécurité je
Temoigne également dans le
syndicat Interprofessionnel de
Travailleuse et Travailleurs
Les allocations de transports
au prix d'un abonnement mensuel
au bien faire l'objet de moins
de facturation

Nous nous excusons d'avance
de ne pas pouvoir collaborer plus
loin, Monsieur nous vous
remercions d'avance de votre
collaboration Avec mes salutations
distinguées

Genève, le 8.3.2006

Monsieur,

Je vous écris pour vous dire ma déception et mon écœurement envers les politiques genevois qui s'attaquent au social alors qu'ils font une compétition entre eux pour savoir qui va jeter le plus de millions par les fenêtres pour
Exemple

1) la rue du stand 2) la banque cantonale 3) le stade de la praille.

Je suis dans l'obligation de faire des recherches d'emplois avec la suppression de l'abonnement de bus je ne plus me déplace dans les entreprises car un billet à 3fr20 est trop chère pour mon budget et de plus je doit écrire des offres d'emplois tout les mois et j'ai des frais de timbres - de papier - de photocopies - de photos.

Pour la suppression des frais de vêtement je voudrais que vous expliquiez comment je fais pour m'acheter des vêtements sans cet argent.

Je tien à vous informé que je suis en train de perdre mes amis car je ne plus faire de loisirs - cinéma - théâtre etc... avec eus car cela à un coût.

J'ai également supprimé certain repas pour pouvoir bouclé mon budget.

Dans l'espoir que vous reveniez en arrière sur votre décision, recevez, Monsieur, mes salutations distinguées

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized initial 'S' followed by a horizontal line extending to the right.

Ma présence se justifie par certains agissements que je souhaite porter à votre connaissance et préjudiciables à la communauté des bénéficiaires d'Aide Sociale.

Le motif de cette manifestation est déjà clairement défini dans les mesures prises par les Autorités pour tenter de grignoter quelques dizaines de milliers de francs deçà delà, au hasard des opportunités. Cependant, les pratiques de certaines régies contribuent à affaiblir le pouvoir de l'Hospice Général en matière de secours aux familles en situation précaire. D'autres, en revanche, se montrent parfaitement correctes avec leurs locataires.

Mes articles portant sur les augmentations de charges ont un peu mis le feu aux poudres. Avec ce nouveau système, une population importante est concernée dans les communes de Aire la Ville, Bernex, Confignon, Onex et Petit-Lancy dans une moindre mesure. Le mode de chauffage **CADIOM** (**C**hauffage **A** Distance par **I**ncinération des **O**rdures **M**énagères) intéresse une partie de la population de ces communes ainsi que les régies, honnêtes ou sans scrupule. Mais qu'est-ce qu'un détournement de fonds à ce niveau ? « Une simple erreur d'une secrétaire stupide que nous avons dû licencier » et le tour est joué. Cet équipement nouveau mis au service des propriétaires qui ont bien voulu investir afin d'éviter les surprises des fluctuations des cours mondiaux du pétrole, permet aux locataires de rembourser l'investissement consenti sous forme de charges sans entrer dans les fluctuations gargantuesques du pétrole et de ceux qui en tirent profit. Cadiom est un frein à ceux qui veulent faire du fric à tout prix, ce qui est le cas de notre régie. Canal Onex, la télévision communale, m'a téléphoné affolée en me disant qu'elle n'avait pas d'argument à faire valoir contre la barrière mensongère des régies. A ses questions, il a été répondu par notre régie, la bouche en cœur, qu'aucune majoration n'avait été appliquée. Mais Canal Onex ayant affirmé qu'elle possédait des documents signés affirmant le contraire, il a bien fallu battre en retraite et dire que des erreurs avaient été commises en promettant que tout le monde sera remboursé à la fin de l'année. Foin de ces balivernes. Seuls ceux qui comme moi ont écrit, mécontents, en dénonçant le procédé, ont fait l'objet d'un retour à l'ancien tarif. Ceux qui n'ont rien dit, ne sachant ou ne voulant pas savoir, prennent l'augmentation plein pot sans sourciller. Il faut dire que les nouveaux baux ne contiennent aucune clause mentionnant le système Cadiom. Comment les nouveaux arrivés peuvent-ils savoir alors que le chauffage et l'eau chaude ne sont pas assujettis aux variations du pétrole ? Certaines régies se gardent bien de faire connaître à ces curieux de locataires ce petit coin de jardin caché qui permet de réaliser un substantiel bénéfice.

Cela signifie en clair que les locataires lésés, comme c'est leur devoir, adressent à l'Hospice un avis de majoration et l'Etat compense l'augmentation indûment perçue en payant sans le savoir une aide directe dans la poche des moutons noirs de la profession. En outre, ceux-ci continuent à entretenir la confusion par diverses manœuvres d'intimidation, particulièrement auprès de vieilles personnes craintives voire effrayées et dont la mémoire a tendance à flancher. On peut supposer et penser que ce détournement d'argent se fait : « au détriment d'autres aides bienvenues et indispensables pour les familles concernées ».

Le but de mon intervention était de dénoncer ces pratiques proches du racket, préjudiciables à la précarité et à l'Hospice Général qui tente d'y remédier.

Geneve, mars 2006



**Contribution au livre blanc établi sur l'initiative du syndicat
interprofessionnel et du syndicat des services publics.**

Genève, le 21 mars 2006

*Mouvement Atd Quart Monde
Chemin Galiffe, 5 1201 Genève*

Nous faisons partie d'un groupe de personnes qui nous retrouvons régulièrement dans des rencontres du Mouvement Atd Quart Monde.

Nous avons été informés de la démarche des syndicats et nous avons souhaité y participer.

Pour nous et pour les familles et les personnes que nous connaissons, la situation était déjà difficile. Aujourd'hui, elle s'aggrave et compromet l'avenir de nos enfants et de nos jeunes.

A la réunion où nous avons préparé cette contribution, il y avait plusieurs mères de familles, certaines travaillant à temps partiel, d'autres bénéficient du RMCAS ou sont en attente d'avoir rassemblé tous les papiers pour l'obtenir ; un jeune de 25 ans qui est actuellement sans qualification et sans travail ; un papa qui après s'être abîmé la santé au travail, ne trouve plus d'emploi et dont seule l'épouse travaille à mi-temps.

Dans nos échanges, nous avons aussi évoqué la situation d'autres personnes qui sont autour de nous et qui vivent des situations très difficiles.

Nous connaissons une famille qui est dans une très grande précarité financière, la mère de famille est en fin de droits au chômage depuis la fin de l'année 2005 et doit s'inscrire au RMCAS. Il faut beaucoup de papiers et il faut fournir les originaux et les photocopies. Or, quand la vie est très difficile, il y a toujours des papiers qui manquent. Cette famille, où le mari ne travaille pas non plus et essaie de faire des stages, vit depuis plusieurs mois sur les allocations familiales de ses enfants. Les dettes s'accumulent, elle vit l'angoisse d'une expulsion de son logement et se demande en permanence : où faut-il mettre l'argent ? Dans la nourriture ou pour éviter d'avoir l'électricité coupée ?

Parmi nous, une autre famille, avec deux parents et deux enfants, disposait en 2005 de 2300 francs d'allocations familiales, d'aide au logement et d'aide sociale, auxquels s'ajoute un salaire à temps partiel de 1600 de francs, environ 500 F du chômage et un soutien pour les primes d'assurance maladie. Avec ce budget familial, faire face à un loyer de 1300 francs et à l'ensemble des dépenses de toute la famille, c'est très juste. Or l'aide pour cette famille a baissé de 400 francs depuis le 1^{er} janvier, ce qui fait une baisse de 10% de leur revenu.

Ce qui nous préoccupe le plus, c'est l'avenir de nos enfants et de nos jeunes. Dans les conditions dans lesquelles nous vivons c'est de plus en plus difficile pour nos enfants. L'une d'entre nous disait : *«La pauvreté, cela va à l'encontre des droits de l'enfant ! En Suisse les familles ne peuvent plus nourrir et habiller convenablement leurs enfants depuis que l'assistance publique a diminué sa contribution ».*

En effet **la nourriture** est très chère et nous n'arrivons plus à avoir une nourriture équilibrée. Nous sommes amenés à devoir économiser sur la nourriture pour pouvoir payer les transports ou des vêtements à nos enfants. Nous vivons souvent l'angoisse de nous dire : que mangerons-nous ce soir ? Nous voyons des enfants prendre des aliments dans les rayons des supermarchés, se nourrir sur place sans doute quand ils n'ont pas assez à manger chez eux. « *C'est la délinquance parce qu'ils ont faim !* » ajoute l'un d'entre nous. Beaucoup de familles se retrouvent sans rien avant la fin du mois. Certaines vont chercher un bon à l'hospice pour aller chercher un carton d'alimentation dans une association caritative, mais on se sent humilié dans ces situations et il faut fournir de nombreux papiers pour prouver que l'on n'a pas assez d'argent. Dans ce carton nous ne pouvons pas choisir ce dont nous avons besoin. Une amie y a trouvé du cacao alors qu'elle est diabétique ; elle avait besoin de papier toilette mais il n'y en avait pas. Quelqu'un rajoute « *C'est nous-mêmes qui savons ce dont nous avons besoin, cela fait du gaspillage !* » Alors souvent nous essayons comme nous pouvons de nous dépanner les uns les autres. Une grand-mère qui a vécu ce manque de nourriture avec ses propres enfants accueille souvent les enfants d'une famille voisine quand il n'y a plus rien à manger chez elle. Mais cette grand-mère est aussi amenée à emprunter de l'argent quand chez elle il n'y a aussi plus rien avant la fin du mois. C'est ainsi qu'il y a de plus en plus de personnes dans la précarité.

Quelquefois nous accueillons aussi un de nos grands enfants qui sans nous serait à la rue mais cela finit par peser sur les relations, quand on est trop nombreux dans un logement, ou avec un budget trop restreint.

A toutes ces tensions du manque de nourriture, du manque de place dans les logements, se rajoutent les tensions avec nos jeunes qui veulent des **habits** à la mode et pouvoir sortir comme les autres. Cela provoque des conflits. C'est très dur à vivre en tant que parent.

A l'école nous savons que pour qu'un enfant soit bien avec les autres et puisse apprendre, il ne faut pas qu'il ait honte de ses vêtements. Nous entendons des parents qui disent « tu ne joues pas avec cette petite fille » et nous voyons nos enfants se décourager d'aller à l'école parce qu'ils se font moquer d'avoir ces vêtements qui ne sont pas de marque ou à la mode. Certains enfants ne peuvent plus participer aux activités sportives extrascolaires parce que les parents n'ont pas l'argent pour payer l'inscription ou pour payer les vêtements appropriés (équipement de foot, kimono, etc.).

Cela nous paraît contraire aux droits de l'enfant.

Nous voyons que dans les écoles, cela crée un mauvais climat, car les vols de vêtements ou de pantoufles se développent sans doute parce que les enfants n'ont pas d'autres moyens de se procurer ce qu'ils n'ont pas. La suppression du forfait mensuel pour les vêtements rend donc la vie encore plus difficile.

La plupart d'entre nous n'ont pas de voiture, et nous devons **prendre le bus** pour faire toutes les démarches administratives, de recherche d'emploi, les courses, etc.. Nous savons que la suppression du forfait pour les transports va faire qu'il y aura de plus en plus de gens qui vont avoir des amendes dans le bus ; ils n'arriveront pas à payer le bus qui est très cher et à nourrir et à habiller leurs enfants. Certains jeunes choisissent de manger moins pour ne pas vivre l'angoisse de voyager sans ticket et ils s'abîment la santé.

Nous ne voulons plus voir des parents et des enfants humiliés dans le bus dans lequel ils sont montés sans titre de transport parce que l'abonnement ou les tickets sont trop chers. « *C'est la honte, tout le monde te regarde dans le bus, tout le monde parle de toi* », ajoute l'un de nous.

Nous connaissons une maman qui a vu la police débarquer chez elle pour l'emmener au poste de police pour des amendes de bus non payées. Sur place elle a dû choisir entre payer 600F

d'amendes ou aller en prison. Elle a payé les 600F, alors qu'elle avait très peu d'argent. A cause de cela, elle n'a pas pu payer son loyer et s'inquiétait d'une menace d'expulsion. Nous sommes souvent ainsi obligés de vivre d'une manière contraire à ce que nous voudrions.

Ces coupes dans les aides sociales rendent souvent très difficiles nos **relations avec les travailleurs sociaux** : certains nous disent : *« Il faut que vous expliquiez à vos enfants qu'il faut se serrer la ceinture »*. Ils nous disent aussi d'acheter des vêtements M-Budget ou d'aller dans les vestiaires, alors qu'on sait que ce sera très difficile à vivre pour nos enfants. Ils nous disent encore : *« Mangez des pommes de terres et des pâtes »*. Un papa répondait : *« Je ne peux pas donner seulement des pommes de terre à mes enfants, c'est comme si elle décidait de ce que l'on doit manger ! »*

Ce que nous essayons de faire pour nos enfants, n'est souvent pas compris. Par exemple, nous savons que dans telle colonie de vacances notre enfant ne va pas être bien et nous voudrions vraiment qu'il puisse aller dans une autre colonie, ou bien nous souhaitons qu'il puisse rentrer dans sa région d'origine. Dans ces cas, le travailleur social ne l'entend parfois pas de cette oreille et décide à notre place autrement.

Il faut toujours fournir plus de papiers, certains disent : *« On se sent comme dans un état policier, à cause de quelques abus c'est nous qui payons ! »*

Heureusement certains assistants sociaux nous aident vraiment et nous soutiennent. Par exemple, l'assistant social du service social d'une commune genevoise aide l'une d'entre nous à rassembler les papiers nécessaires pour obtenir le RMCAS. Il est prêt à l'accompagner au RMCAS pour qu'elle l'obtienne, afin de résoudre ses problèmes, même s'il manque quelques papiers. Mais les assistants sociaux ont trop de dossiers à suivre, ils ne sont pas assez nombreux pour tout le travail à faire.

Surtout, nous voudrions dire que sans formation, sans argent, nous nous sentons ligotés, sans arrêt nous dépendons de décisions prises par d'autres, nous sommes observés, on décide pour nous. On nous dit « vous devez restreindre sur tel budget » et nous devons accepter ce qu'on nous dit et aller dans les lieux où on nous demande d'aller. Nous devons répondre à des questions parfois indiscrettes pour avoir un bon pour pouvoir aller dans un organisme d'assistance. Nous acceptons cela à cause de nos enfants mais souvent nous bouillons intérieurement. C'est très dur à vivre, cela nous mine et nous avons parfois le sentiment de ne pas être de bons parents car nous n'arrivons pas à donner tout ce qu'il faudrait à nos enfants.

La société dit qu'elle veut nous soutenir, qu'elle veut nous permettre de sortir de l'assistance mais en nous privant de carte de transport cela rend encore plus difficile de faire les démarches (logement, travail, etc.) qui sont indispensables pour sortir de l'assistance. En fait, on nous interdit de prévoir pour l'avenir. Par exemple, pour avoir droit à l'assistance, il faut ne plus avoir d'économies et les petites sommes qu'on a mises de côté pour des projets familiaux, pour le jour où on va déménager ou pour soutenir quelqu'un de notre famille, nous devons les épuiser avant de pouvoir être soutenus financièrement.

Nous nous interrogeons : l'Etat manque-t-il vraiment d'argent ? Où met-il ses priorités ? Nous voyons d'autres projets, certainement utiles, comme le tramway, qui se réalisent mais quelle ambition a-t-on pour nous ? Nous voulons sortir de cette boucle infernale de l'assistance qui nous prend nos forces, nous voulons un vrai travail qui nous permette de vivre dignement. Un jeune de notre groupe disait : *« J'ai toujours vécu dans le système de l'assistance et je n'ai*

plus envie de vivre cela. On détruit des vies. Il faudrait que ceux qui nous accompagnent, qui nous conseillent, connaissent mieux ce que nous vivons». D'autres ont repris : « Ils n'imaginent pas ce que cela représente pour des parents de dire à leurs enfants : il faut se serrer la ceinture ; ils n'imaginent pas les tensions qui sont vécues dans les familles à cause de ce manque permanent d'argent et de l'exclusion que les enfants vivent à l'école, avec leurs camarades. Ils n'imaginent pas non plus la solidarité entre nous, les gestes que nous faisons quand il n'y a plus rien à manger chez nos voisins ou quand certains sont sans logement ou quand tout simplement ils sont découragés »

L'Etat souhaite rendre plus dynamique l'aide sociale mais en fait les coupes dans l'aide sociale rendent notre situation de plus en plus difficile. Au lieu de soutenir nos efforts, cela nous bloque et nous décourage. Nous sommes très inquiets car nous savons que cela compromet l'avenir de nos jeunes et de nos enfants.

Cela n'est pas juste de prendre sans nous consulter des décisions qui cassent nos efforts. Cela ne respecte pas les engagements internationaux qu'a pris la Suisse, entre autres au Sommet de Copenhague en 1995¹.

Nous demandons aux responsables politiques de Genève de maintenir les allocations telles qu'elles existaient en décembre 2005 et d'engager une concertation sérieuse avec les familles qui ont la vie difficile à Genève, à partir d'une connaissance approfondie de ce qu'elles vivent et de leurs propositions.

¹ Extrait de la déclaration de principes et du programme d'action adopté au Sommet mondial sur le développement social en 1995 :

« 9. Nous sommes réunis ici pour nous engager, nous, nos gouvernements et nos nations, à œuvrer au développement social dans le monde entier, de telle sorte que tous, hommes et femmes, en particulier ceux et celles qui vivent dans la pauvreté, puissent exercer les droits, utiliser les ressources et partager les responsabilités qui leur permettent de vivre une vie satisfaisante et de contribuer au bien-être de leur famille, de leur communauté et de l'humanité. Ce doit être un objectif primordial pour la communauté internationale que de soutenir et d'encourager ces efforts, s'agissant spécialement des personnes qui souffrent de la pauvreté, du chômage et de l'exclusion sociale. (...)

28. Il conviendrait de prendre les mesures suivantes pour démarginaliser les pauvres et leurs organisations :

a) Assurer leur pleine participation à la formulation des objectifs ainsi qu'à la conception, à l'application, au suivi et à l'évaluation des stratégies et programmes d'élimination de la pauvreté et de développement des collectivités, et faire en sorte que ces programmes reflètent leurs priorités ;(...)

c) Faire en sorte que les politiques et programmes destinés aux pauvres respectent leur dignité et leur culture et utilisent pleinement leurs connaissances, leurs compétences et leurs ressources ;(...)

e) Encourager et aider les pauvres à s'organiser pour que leurs représentants puissent participer à l'élaboration des politiques économiques et sociales et à collaborer plus efficacement avec les institutions gouvernementales, non gouvernementales et autres institutions appropriées pour obtenir les services et facilités dont ils ont besoin ; »